



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.



CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL
CENTRE
FOR THE
PREVENTION
OF CRIME

CENTRO
INTERNACIONAL
PARA LA
PREVENCIÓN
DE LA CRIMINALIDAD

RECUEIL DE PRATIQUES INSPIRANTES

SOMMAIRE

Action Publique, Privée et de
la Collectivité pour la sécurité:
le cas du logement au sein des
quartiers défavorisés

Laura CAPOBIANCO
Chargée d'étude, CIPC
Mai 2006



Dans plusieurs pays, en plus de la carence de logement social abordable et de l'image de certains quartiers, la criminalité et la peur qu'elle inspire influencent la perception qu'ont les habitants de leur environnement.

Les coûts de délits tels le vandalisme, le cambriolage et les graffiti, notamment les coûts élevés des réparations, peuvent être importants pour les bailleurs sociaux et les propriétaires privés, sans compter les effets de la délinquance sur les taux de vacance et la mobilité des locataires.

Les bailleurs (publics et privés) peuvent jouer un rôle important afin de contribuer à prévenir la criminalité dans les logements sociaux et les ensembles résidentiels situés dans les quartiers défavorisés. Ce recueil illustre de façon très concrète comment des stratégies et pratiques impliquant la collaboration entre les acteurs publics, privés et associatifs ont été mis en œuvre afin de réduire et prévenir la criminalité. Dans certains cas, les objectifs poursuivis sont plus globaux et visent la cohésion du quartier, l'amélioration des conditions de vie, la réduction de la pauvreté, et une meilleure qualité de vie des résidents.

S'inspirant des travaux précédents du CIPC sur la participation du secteur privé en prévention (*La participation du secteur privé à la prévention de la criminalité : des enjeux à préciser*, et les Actes du cinquième colloque annuel du CIPC), ce recueil souligne en particulier les rôles du secteur privé (propriétaires, compagnies d'assurance, architectes et sociétés de logement) dans le cadre d'actions entreprises pour améliorer la sécurité au sein des ensembles locatifs. Ces actions incluent une bonne conception et planification du logement, la gestion des logements, et les mesures de prévention qui aident à renforcer les facteurs de protection, notamment chez les jeunes en situation de risque.

Les comptes rendus succincts des initiatives mises en œuvre par des gouvernements, le secteur privé, des collectivités et des organisations de la société civile, ont pour but d'inspirer les acteurs et décideurs ailleurs dans le monde. Certaines de ces initiatives sont récentes et n'ont pas encore donné des résultats tangibles ou abouti à des évaluations rigoureuses, mais elles reflètent une bonne approche stratégique. D'autres, plus anciennes, ont été élaborées à partir de l'évidence disponible ailleurs et ont fait l'objet d'une évaluation.

Certains enseignements pour une prévention efficace dans les logements sociaux au sein des quartiers défavorisés émergent de ces pratiques :

- La consultation et la participation active des résidents, particulièrement des jeunes, en partenariat avec les autorités responsables du logement, les autorités locales, et les entreprises au niveau local ;
- La combinaison de plusieurs approches préventives (situationnelles, communautaires, et liées au développement) ;
- Un engagement à long terme et un plan d'action intégré afin d'améliorer les conditions de vie des résidents ;
- Une expertise diversifiée et un soutien du secteur privé.